



ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE
RÈGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

N° : PA 2024- 258
Date : 12 AVR. 2024
Mis en ligne le : 12 AVR. 2024

Objet : Déplacement d'ouvrage HTA
Lieu : RD 113 – rond-point du Baou
Durée : Du 12 avril au 11 juin 2024
N° Acte : 8.3

Le Maire de Vitrolles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2212-1 et suivants ;
Vu le code de la route et notamment les articles L325-1 et R417-10 ;
Vu le code de la voirie routière et notamment l'article L113-2 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;
Vu les décrets n° 2006-1657, relatif à l'accessibilité de la voirie aux personnes handicapés et n° 2006-1658, du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;
Vu l'arrêté municipal n° 03-363 du 30 octobre 2003 relatif à la réglementation sur le bruit, et notamment l'article 9 ;
Vu la demande d'arrêté de police de la circulation, en date du 29 mars 2024 de la SARL TORRES, sise avenue Camille Pelletan à 13220 LA MEDE pour effectuer des travaux déplacement d'ouvrage HTA pour le compte d'ENEDIS, aux dates et lieux indiqués en objet ;
Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité publique sur le territoire de la commune ;

ARRÊTE

Article 1

Dans le cadre des travaux de déplacement d'ouvrage HTA pour le compte d'Enedis, la SARL TORRES est autorisée à procéder à un rétrécissement de la chaussée, par alternat manuel, sur le chemin du Baou (matérialisé sur le plan en annexe), du 12 avril au 11 juin 2024. La vitesse, au droit du chantier, sera limitée à 15 km/h et le stationnement y sera interdit.

Article 2

Dans le rond-point du baou, le stationnement sera interdit sur la portion matérialisée en jaune sur le plan en annexe.

Article 3

Cette autorisation concerne uniquement le domaine public.

Article 4

Les équipements de sécurité du personnel, présent sur le chantier, devront être siglés du nom de la société intervenante.

La pré-signalisation, la signalisation réglementaires ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal devront être mis en place par le permissionnaire, et entretenus à ses frais, 7 jours minimum avant la date de commencement des travaux.

Article 5

La responsabilité du permissionnaire sera substituée à celle de l'Administration si celle-ci venait à être recherchée, pour tout accident qui serait la conséquence de l'inobservation de la présente réglementation.

Article 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Aucun trouble ou dommage ne pourra notamment être causé aux installations déjà existantes et tous autres ouvrages établis par l'Administration ou les particuliers. Le permissionnaire sera d'ailleurs responsable de tous dommages ou accidents résultant de ses travaux ou installations, et il devra, le cas échéant, couvrir la Commune de tous ses frais d'instance ou condamnation qui pourraient être occasionnés par l'existence de ces ouvrages.

Article 7

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

Les conducteurs de véhicules devront se conformer strictement à la signalisation en place. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de l'inobservation du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 9

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L 2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur Voirie Réseaux Circulation,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale,
- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Vitrolles.

Lalia ATTAF

Adjointe au Maire
Déléguée Gestion des Espaces publics,
Voirie, Propriété



